

MÉMOIRE SUR
Le développement durable
de la production porcine

présenté à la

Commission du BAPE

PAR

DANIELLE H. ALLARD

MAIRE DE SAINT-ESPRIT
ET
PRODUCTRICE DE PORCS

Saint-Esprit de Montcalm

31 mars 2003

INTRODUCTION

Mon nom est Danielle Henri Allard de Saint-Esprit de Montcalm. Je suis productrice de porcs depuis vingt-cinq ans et j'occupe les postes de vice-présidente du Syndicat des Producteurs de Porcs de Lanaudière ainsi que présidente des Finisseurs du Syndicat.

Je suis maire de la municipalité de Saint-Esprit depuis 1996 et vice-préfet de la MRC Montcalm depuis décembre 2002. Je siège sur les comités suivants de la MRC Montcalm; Aménagement du territoire ville et campagne, Foresterie, Sécurité publique, Comité consultatif agricole, Culture, à la SADC, à la Solide et au Carrefour Jeunesse Emploi.

Dans le secteur agricole, je suis administratrice à Cogénor, à la Société d'agriculture Montcalm-L'Assomption et siège sur le comité de traitement des fumiers.

Comme vous pouvez le constater, ma présence dans plusieurs comités me permet de faire le lien entre la production agricole et le monde urbain et surtout faire connaître à nos élus ce qui se passe en agriculture.

LA DYNAMIQUE DU MILIEU

En 1994, membre d'un groupe de producteurs de Lanaudière désirant acheter l'abattoir de Saint-Esprit, nous avons formé un comité de relance en collaboration avec le syndicat. Toute la population incluant les élus municipaux et gouvernementaux, les commerçants, les producteurs de toutes les productions se sont réunis pour revendiquer les acquis de rouvrir cet abattoir et retrouver les emplois perdus. C'est d'ailleurs à cause de ce dossier que je me suis fait connaître et que j'ai été élu maire. Un choix que j'ai fait parce que j'ai compris que les élus sont les décideurs alors "qu'en bas la base doit se battre très fort pour faire comprendre la logique des choses".

L'arrivée de notre abattoir a redonné un nouveau souffle à notre économie locale avec les emplois qui s'y rattachent. Les médias ont compris que l'agriculture est un moteur de notre économie régionale. Depuis ce temps, les médias de Lanaudière questionnent, s'associent, participent aux assemblées pour mieux informer la population.

LES ODEURS, LES INCONVENIENTS

Cette dynamique créée dans Lanaudière a permis de faire connaître à notre population une production mal comprise des citoyens et du même coût rassembler tous les intervenants pour en réduire les impacts négatifs et avoir moins d'odeurs.

Dans notre municipalité, nous sommes très sensibles à la qualité de vie de nos citoyens. Nous travaillons très fort pour revaloriser l'agriculture et pour démentir les mythes et les faux arguments que certains aiment propager. Nous sommes six producteurs agricoles sur le conseil municipal incluant un ex producteur.

Comme ailleurs, tous les citoyens, incluant les producteurs, sont très orgueilleux de posséder une belle maison ou de vivre sur une ferme très bien aménagée et agréable. Tous désirent demeurer dans un endroit qui n'est pas envahi constamment par de mauvaises odeurs. Annuellement, les producteurs invitent la population sur leur ferme lors de journées champêtres suivies de messe, dîner, spectacles ou attractions.

COMPOSITION DES SOLS SUR NOTRE TERRITOIRE

Pour ce qui est de la diversité des sols, nous comptons plusieurs érablières, maraîchers avec kiosque le long de la 125 et la grande culture. Pas beaucoup de forêt.

L'ENVIRONNEMENT RESPONSABILISE LES MUNICIPALITES

Pour prévenir les problèmes environnementaux, le conseil municipal a engagé une firme conseil, le Groupe Axeau, qui assure le suivi de l'eau et de l'assainissement. En plus, cette firme doit superviser les activités de l'abattoir des Viandes Ultra Meat Inc. car le ministère de l'environnement (MENVIQ) exige que les eaux traitées soit envoyées dans nos étangs municipaux. Le MENVIQ sait très bien que nous allons toujours, comme municipalité, être là pour veiller au grain. Il nous responsabilise tout en nous obligeant d'ajouter des coûts d'opération au budget de la municipalité. Je peux vous souligner que les boues d'industries sont pires au niveau des odeurs que la production elle-même.

CONFIANCE ENVERS LES ELUS

Un citoyen m'a déjà appelé pour me demander la réglementation des distances de puits d'eau parce qu'il avait constaté la présence près de sa maison d'un tas de fumier de poulet. Expressément, j'ai convaincu le producteur fautif de prendre son camion et de charger son fumier de poulet pour le porter plus loin sur sa terre.

Cette situation devrait être un exemple pour les contestataires de savoir que ça existe la cohabitation harmonieuse à la condition de se parler et d'échanger entre nous. D'ailleurs, la CPTAQ a accepté favorablement le dézonage d'un terrain agricole pour localiser des industries légères à St-Esprit parce qu'il y avait un commun accord entre les producteurs, les commerçants et la population.

Comme élu, j'ai beaucoup plus de pressions et de préoccupations à vouloir satisfaire le citoyen que le producteur. Alors n'ayez pas peur d'élire ou de faire confiance à un producteur parce qu'ils sont des gens de bonne foi dont la volonté est de trouver des solutions. N'oubliez pas que nous devons faire preuve d'ingéniosité pour vivre de notre métier d'agriculteur.

L'IMPACT DU MORATOIRE

Ce n'est que depuis la levée du moratoire qui a duré 15 ans que toutes les porcheries dans la municipalité de St-Esprit ont été construites ou rénovées. Lors de la levée du moratoire, le premier permis émis par le MENVIQ a pris plus de dix huit mois avant d'être accordé. Les règlements changeaient constamment. Des questions supplémentaires rendaient la tâche difficile à notre inspecteur pour la conformité. Il était difficile de connaître la direction des vents. D'ailleurs, ce producteur qui n'a eu qu'un seul choix soit de construire sur la rive, a dû déboursé cinquante mille dollars pour se situer dans une direction (dites la bonne) décidée par les fonctionnaires. Ce qui a rendu son voisin mécontent car il l'a toujours dans sa fenêtre de cuisine alors qu'autrement, il ne l'aurait jamais vu. Voici un cas qui annonce des problèmes de cohabitation à venir.

APPORT DES TAXES AGRICOLES

La municipalité de St-Esprit compte près de 2000 spiritois. Les taxes agricoles représentent 50% de l'évaluation soit 55 millions de dollars. Dû aux nouvelles constructions de porcheries et aux évaluations des terres qui ont doublé de prix, les résidents urbains ont bénéficié d'une baisse de taxe sur leur maison. En même temps, ces résidents ont profité d'additions de services sociaux avec l'arrivée d'une garderie et la construction d'un gymnase communautaire.

Cette parenthèse est pour vous expliquer que l'agriculture participe beaucoup à la valorisation et au développement de notre municipalité.

MA SITUATION PERSONNELLE

Avant de terminer, comme je suis une productrice de porc, j'aimerais vous faire connaître ma ferme et ma famille.

Mariés en 1977, mon mari et moi avons acheté la ferme familiale de mon beau-père qui comptait une trentaine de vaches. Comme je travaillais dans une meunerie et que je m'occupais en partie de la production porcine, nous avons décidé de laisser la production laitière pour aller dans le "porc" en construisant une maternité; la seule route qui pouvait alors procurer de l'expansion.

Aujourd'hui, nous comptons un cheptel de 350 truies, deux engraissements de 1500 et 600 porcs, une pouponnière de 1000 porcelets. Nous possédons, également, une érablière de 7000 entailles et nous cultivons 500 arpents de terre. C'est une belle entreprise familiale ou nous avons de l'espoir d'établir la relève de demain.

Notre relève de demain ?

Mais malheureusement, je ne suis plus sûre. Nos quatre enfants, âgés de 16-20-21 et 22 ans, ne semblent pas voir d'avenir dans notre vie agricole et dans la production porcine en particulier. Mon plus vieux qui a fait ses études à l'école agricole Desjardins du CEGEP de Joliette et continue maintenant des cours au Collège John Abott et à l'université McGill à Montréal. Il ne voit rien d'encourageant.

Quand nous travaillons tous les jours de la semaine et que tu dis constamment que le prix ne couvre pas le coût de production, il est impossible de motiver nos enfants.

Quelle personne voudrait payer pour travailler?

Quelle personne voudrait acheter son épicerie sur la marge de crédit?

Le régime ASRA intervient après une perte de 20% excluant la prime d'assurance. Nous devons perdre 20% sur tout coût tels que le chauffage, la moulée et autres. Nous ne connaissons pas ce que le CSRA va nous apporter.

Dans le temps de mon grand-père, l'agriculture était une richesse parce que tu nourrissais ta famille avec tes produits. Aujourd'hui, tu as de la misère à faire ton jardin. Les producteurs se spécialisent pour obtenir un meilleur rendement mais au prix d'investissements coûteux qui ne sont reconnus dans les coûts, comme l'amortissement. La technologie devrait apporter une réduction de tâches mais elle en ajoute, comme le lavage. De plus, il faut une personne à temps plein pour remplir tous les papiers, normes HACCP, PAF, déductions à la source, TPS, TVQ et répondre aux questions de nos clubs etc....

J'aimerais bien revenir il y a 25 ans, mais on ne peut revenir en arrière.

CONCLUSION

Toute la population devrait nous accompagner en achetant les produits du Québec, nous accompagner dans les argents demandés à notre gouvernement, nous

accompagner dans notre environnement, nous accompagner dans le respect pour que nous puissions vivre de notre métier d'agriculteur.

Je suis outrée de voir les menaces d'entreprise comme Olymel qui pourrait lever les voiles vers d'autres cieux si le moratoire imposé à notre secteur devait se prolonger. Le gouvernement leur donne tout, il leur a donné des millions pour leur abattoir en Alberta qui n'est pas dans le Québec et nous devons en assumer les coûts. Nous les producteurs de porcs n'auront probablement jamais notre valeur ajoutée, alors pourquoi ne pas au moins nous reconnaître comme un ouvrier spécialisé. Tous les gouvernements reconnaissent la contribution économique, fiscale et/ou sociale des usines qui transforment mais il semble que la base agricole qui produit sur sa terre ne soit pas reconnue avec la même attention.

Dites nous clairement si vous voulez que des gens continuent de travailler pour vous nourrir! De plus, incitons, obligeons les entreprises d'engrais d'incorporer nos fumiers à l'intérieur de nos formules d'engrais au lieu d'acheter les engrais des américains.

Nous supportons comme société les entreprises parce que l'on dit qu'elles créent de l'emploi mais le nombre de fermes agricoles est tout aussi important et sachez que les agriculteurs ne cesseront pas toutes leurs activités en même temps.

Pour les régions qui n'ont pas de porcs et qui n'en veulent pas, on ne peut pas vous l'imposer mais chez nous on a appris à vivre avec nos fermes et elles sont diversifiées. S'il n'y a pas de levée de moratoire, donnons la possibilité aux fermes existantes de se consolider en "naisseur-finiisseur" pour qu'elle s'autosuffise.

Tout le monde vit de l'agriculture, sauf le producteur. Nourrir le monde est un besoin essentiel et nous devons en faire une priorité.

Monsieur les régisseurs, peut importe ce que le Bape apportera, il faudra prendre en considération de s'assurer de la survie des fermes en place. Elles font partie de l'appartenance locale, de notre patrimoine et surtout de nos racines de père en fils qui sont appelés à disparaître si l'état n'intervient pas.

**L'agriculture devrait être considérée sur le même pied
que la santé et l'éducation.**

Danielle H. Allard, maire et productrice